

AFRIQUE DE L'OUEST

Inondations : 39 morts et 130 000 personnes touchées

Les inondations, «récurrentes chaque année en Afrique de l'Ouest», ont affecté ces dernières semaines 130 000 personnes et fait au moins 39 morts dans 13 pays de la sous-région, a annoncé hier le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) à Dakar.

«La situation est cependant moins grave que l'an dernier, quand quasiment un million de personnes avaient été affectées et 200 personnes étaient décédées», a déclaré le chef du Bureau de l'OCHA, Hervé Ludovic De Lys.

«Pour nous, c'est l'effet d'une meilleure préparation des Etats, puisque la pluviométrie est à peu près la même voire plus importante cette année», a-t-il estimé.

Au nombre des pays sévèrement touchés, on compte le Ghana (61 000 personnes seraient affectées, 3 morts), le Togo (24 500 affectées, 4 000 déplacées dans six camps, 4 morts) et le Niger (33 000 affectées, 7 morts), d'après



Plus de 200 000 personnes déplacées.

une carte récapitulative distribuée par l'OCHA au cours d'une conférence de presse.

Mali, Burkina Faso, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Sénégal, Gambie, Liberia, Bénin, Sierra Leone et Guinée sont les dix autres pays touchés.

M. de Lys a «lancé l'idée» qu'un «fonds régional spécial soit créé pour la prévention des catastrophes». «C'est une idée embryonnaire, on ne sait pas encore comment ce

fonds serait alimenté, mais il faut resserrer le dispositif de réponses et nous constatons que les ressources des Etats, déjà confrontés à une multitude de problèmes, sont insuffisantes», a-t-il dit.

Le représentant de l'OCHA a cité le cas du «Togo, qui a neuf ponts détruits, et qui devrait pouvoir bénéficier de financement d'urgence pour leur reconstruction».

M. de Lys a, par ailleurs, fait «un plaidoyer pour la

reconstruction prioritaire des pistes rurales et ensuite des greniers traditionnels pour le stockage des céréales».

Selon lui, «la saison agro-pastorale dans la sous-région devrait être bonne, s'il n'y a pas d'invasion d'insectes ravageurs de cultures».

Ce qui est donc prioritaire, c'est que les agriculteurs puissent évacuer leurs productions, or il faut des pistes rurales pour cela».

SUITE À DES ACCUSATIONS

AMÉRICAINES

Une société jordanienne nie tout «trafic d'êtres humains»

La société jordanienne Daoud and Partners, accusée, ainsi que la société américaine Kellogg Brown and Root (KBR), par des familles népalaises de «trafic d'êtres humains», a nié hier toute implication.

Pour sa part le gouvernement jordanien a annoncé la création d'une commission d'enquête sur les cas de «trafic d'êtres humains».

Dans un encadré paru dans la presse jordanienne, Daoud and Partners qui se présente comme une compagnie enregistrée à l'étranger, ayant un bureau régional à Amman, «nie toute implication dans la malheureuse affaire des 12 Népalais morts en Irak en 2004», et affirme «n'avoir pas été au courant d'une plainte» contre elle. Un treizième Népalais qui a survécu et les familles de douze autres ont déposé plainte le 27 août devant une cour fédérale de Californie (ouest) contre la société KBR, le plus gros sous-traitant de l'armée américaine en Irak, ainsi que son propre sous-traitant, la société jordanienne Daoud and Partners.

Ce trafic concerne 13 Népalais qui, ayant accepté un contrat en Jordanie pour travailler dans les cuisines d'hôtels et de restaurants, se sont retrouvés en Irak «contre leur volonté». En août 2004, 12 des 13 hommes ont été enlevés puis exécutés par le groupe armé irakien Ansar al-Sunna alors qu'ils étaient en route pour l'Irak.

Le treizième, Buddi Prasad Gurung, s'est retrouvé seul sur une base aérienne américaine où pendant 15 mois en Irak, il a été obligé d'effectuer des travaux dans un entrepôt supervisé par KBR, ont raconté les avocats. Cette affaire a provoqué des remous en Jordanie, où des députés ont appelé à une enquête sur cette affaire qui «viole les lois».

Le gouvernement jordanien a annoncé hier la création d'une commission chargée d'enquêter sur les cas de trafic d'êtres humains, et les soumettre à la justice», selon l'agence officielle Pétra.

Il a également décidé de préparer un projet de loi pour prévenir ce phénomène, selon la même source.

Le chef du cabinet royal, Bassem Awadallah, cousin de M. Mohamad Daoud fondateur de la société, a été cité par des députés et la presse comme étant un des principaux actionnaires de la société Daoud and Partners.

Toutefois, selon les registres du ministère jordanien du Commerce et de l'Industrie M. Awadallah a vendu à son frère la totalité de ses actions (50 %) dans la société, en 1998.

La société Daoud and Partners est avare de détails sur ses activités. Elle a obtenu une notoriété du fait qu'elle fournissait les produits alimentaires à l'armée américaine, depuis son invasion de l'Irak en mars 2003 et pour avoir décroché plusieurs contrats de reconstruction dans ce pays.

CHINE

17 morts lors d'une explosion de gaz dans une mine de charbon

Dix-sept mineurs chinois ont péri lors d'une explosion de gaz dans une mine de charbon de la province du Sichuan, dans le sud-ouest de la Chine, selon un nouveau bilan communiqué hier par les autorités locales. Quarante-quatre mineurs travaillaient au moment de l'accident qui avait eu lieu vendredi matin dans une mine de charbon du bourg de Jiuqing, dans le district de Xingwen.

Dix-sept mineurs ont péri dans l'accident, alors que 26 autres ont pu s'échapper et une personne est toujours portée disparue, a précisé l'Administration provinciale de la sécurité au travail du Sichuan.

Une enquête a été diligentée pour déterminer les causes de cette explosion.

Les accidents miniers sont très fréquents en Chine. Près de 3 800 personnes avaient trouvé la mort l'an dernier dans les mines chinoises, réputées être les plus dangereuses au monde. En Chine, 70 % de la production d'énergie du pays est assurée par le charbon.

MÉDIATION

Le président Mbeki tente à nouveau de débloquent les négociations au Zimbabwe

Le président sud-africain Thabo Mbeki était attendu, hier, au Zimbabwe pour rencontrer les leaders du parti au pouvoir et de l'opposition afin de tenter, pour la énième fois, de débloquent les négociations sur un partage du pouvoir, dans l'impasse depuis mi-août.

«Le président Mbeki est parti pour Harare, où il verra les chefs des trois partis politiques, le président Robert Mugabe, ainsi que Morgan Tsvangirai et Arthur Mutambara», a indiqué à l'AFP le porte-parole du ministère des Affaires étrangères sud-africain, Ronnie Mamoepa.

Mais il n'a pas précisé si le médiateur rencontrait séparément ou ensemble MM. Mugabe, également chef de l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (Zanu-PF, au pouvoir), Tsvangirai, chef du Mouvement pour le changement démocratique (MDC) et Mutambara, lequel dirige une faction dissidente du MDC. M. Mbeki a avait vu séparément ces trois hommes lors de la dernière rencontre le 29 août à Pretoria.

Le principal négociateur de la Zanu-PF, Patrick Chinamasa, a cependant indiqué «ne pas être au courant de cette visite». Pretoria avait réagi de la même façon jeudi lorsque les médias d'Etat zim-

babwéens avaient annoncé la visite du président sud-africain et l'annonce de la formation prochaine d'un gouvernement si le leader de l'opposition ne signait pas un accord ce même jour.

Le MDC avait dénoncé cet «ultimatum» et M. Tsvangirai avait estimé que les négociations pour parvenir à un accord sur un gouvernement d'union étaient «dans l'impasse», le président Mugabe voulant garder le contrôle des forces de sécurité.

«Nous attendons que (Thabo Mbeki) en tant que médiateur, puisse aider à débloquent l'impasse actuelle dans les négociations. Il devrait persuader la Zanu-PF d'abandonner sa position futile et intransigeante» sur le contrôle du pouvoir, a déclaré le porte-parole du MDC, Nelson Chamisa, qui réclame toujours plus de «souplesse» de la part du parti au pouvoir.

La faction dissidente du MDC espère, de son côté, «que toutes les parties (étaient) prêtes à discuter». «Il faut une volonté politique pour parvenir à un accord. Le peuple du Zimbabwe est anxieux de voir la fin de cette crise, qui a duré bien trop longtemps», a renchérit son porte-parole Edwin Mushoriwa.

Depuis la victoire historique du MDC aux élections générales fin mars, le pays, plongé dans une crise

politique sans précédent, s'enfoncé également dans un marasme économique. L'hyperinflation, officiellement de plus de 11 millions de pour cent, vide l'économie de toute substance : la production est au point mort et des millions de Zimbabweens souffrent de la faim.

La visite du président sud-africain, qui a multiplié les efforts pour renouer le dialogue depuis sa suspension mi-août, est donc perçue comme une nouvelle tentative pour relancer ces pourparlers, ouverts fin juillet.

Il avait présenté durant ces négociations un accord stipulant que M. Tsvangirai deviendrait Premier ministre et M. Mugabe, 84 ans dont 28 ans au pouvoir, garderait la présidence. Mais chaque camp exige le contrôle de l'exécutif, jusqu'à présent entièrement aux mains du président Mugabe, réélu fin juin lors d'un scrutin très contesté et boycotté par l'opposition en raison des violences à l'encontre de ses partisans.

Face à cette paralysie politique, M. Tsvangirai a appelé dimanche à de nouvelles élections. «Si les problèmes autour de la présidence persistent, alors nous appelons à des élections nationales sous l'égide de la communauté internationale», a-t-il déclaré, avant d'ajouter : «Tant que je ne recevrai pas suffisamment de pouvoirs, je ne signerai pas».